AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

M. le président: Le comité passe maintenant aux crédits du ministère des Affaires des anciens combattants. Les crédits se trouvent page 556.

Administration—

1. Administration centrale, \$5,742,000.

Services du bien-être, allocations et autres prestations—

5. Administration, y compris dépenses de la Commission des allocations aux anciens combattants, \$6,596,400.

10. Allocations aux anciens combattants, allocations de guerre aux civils et assistance en conformité des dispositions du règlement sur le fonds d'assistance, \$108,680,000.

15. Autres prestations, y compris l'aide à l'instruction, les primes d'assurance-hospitalisation ou versements en tenant lieu à l'égard des bénéficiaires de l'allocation aux anciens combattants, de l'allocation de guerre aux civils et remboursements en vertu du paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants selon des montants déterminés par le ministre des Affaires des anciens combattants, n'excédant pas la somme totale équivalente aux redressements ou paiements de compensation en vertu de ladite loi, lorsque les personnes qui ont fait les redressements ou les paiements de compensation n'ont pas reçu de prestations en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, ou lorsque, ayant obtenu une aide pécuniaire en vertu de ladite loi, elles sont considérées par le Ministre à la fin de leur contrat ou entente, aux termes de ladite loi, comme n'ayant obtenu de ce contrat ou entente aucune prestation ou en ayant obtenu des prestations moindres que les montants des redressements ou paiements de compensation, et subventions selon le détail des affectations, \$3,446,200.

Pensions—

20. Administration, \$3,201,000.

25. Pensions d'invalidité et de décès, y compris pensions accordées en vertu du décret du conseil C.P. 45/8848 du 22 nov. 1944, ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, sous réserve de la Loi des pensions; indemnités spéciales à Terre-Neuve; indemnités de sépulture et récompenses pour bravoure—Seconde Guerre mondiale et contingent spécial, \$225,229,000.

Services des traitements—

30. Fonctionnement et entretien, y compris autorisation, notwithstanding les dispositions de la Loi sur l'administration financière, de dépenser les recettes provenant au cours de l'année des services hospitaliers et connexes, \$53,780,000.

35. Construction d'hôpitaux, améliorations, matériel et acquisition de terrains, y compris contributions aux provinces et aux autres organismes à l'égard de telles dépenses, \$6,569,000.

38. Allocations de traitements et autres, \$3,080,000.

Établissement des soldats et loi sur les terres destinées aux anciens combattants—

40. Exécution de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants; établissement de soldats et de familles britanniques; entretien de propriétés relevant du Directeur des terres destinées aux anciens combattants, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, taxes, assurance et entretien de services de ville; et autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, des travaux de réparation nécessaires à

[M. le président.]

des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; et de tous autres travaux qui s'imposent à d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède, \$5,414,000.

45. Allocations aux anciens combattants établis sur des terres provinciales en vertu d'ententes conclues avec les gouvernements provinciaux sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, allocations aux anciens combattants établis sur des terres fédérales, en conformité d'une entente conclue avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, sous le régime de l'article 38 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, et allocations aux anciens combattants indiens établis sur des terres comprises dans les réserves indiennes, en vertu de l'article 39 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, \$110,000.

M. le président: Cela termine les travaux du comité des subsides pour le moment. Dois-je quitter le fauteuil et faire rapport de certaines résolutions...

M. Bell: J'invoque le Règlement, je tiens simplement à faire consigner ceci au hansard pour que la postérité sache que le gouvernement, grâce à son écrasante majorité, a forcé l'adoption de milliards de dollars sans que l'opposition puisse dire quoi que ce soit. (*Applaudissements*)

Une voix: Pourquoi n'avez-vous pas voté contre?

(Rapport est fait des résolutions adoptées aujourd'hui en comité des subsides, qui sont adoptées.)

VOIES ET MOYENS

La Chambre se forme en comité des voies et moyens sous la présidence de M. Faulkner.

L'hon. M. Drury propose:

La Chambre décide que pour assurer les subsides accordés à Sa Majesté pour le service public durant l'année financière expirant le 31 mars 1969, la somme de \$1,575,007,182.08 soit prélevée sur le Fonds du revenu consolidé du Canada.

(La motion est adoptée.)

● (10.30 p.m.)

M. McGrath: Monsieur le président, avant que la résolution soit adoptée, je tiens à dire que s'il n'en tient qu'au gouvernement, c'est la dernière fois que la Chambre aura l'occasion de discuter à l'occasion d'un vote de subsides.

(Rapport est fait de la résolution qui est adoptée.)

L'hon. M. Drury demande à présenter le bill n° C-141, accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1969.